

**Nations unies - Yémen -
Intervention de la représentante
permanente adjointe de la France
auprès des Nations unies - Conseil
de sécurité**

(New York, 02 août 2018)

Madame la Présidente,

Je tiens tout d'abord à remercier Martin Griffiths, ainsi que John Ging, pour leurs présentations éclairantes et pour leur engagement, ainsi que celui de leurs équipes. Vous avez tout notre soutien. J'aimerais, en écho à ces interventions, revenir sur deux points : tout d'abord la situation à Hodeida, qui exige la protection des civils et la garantie d'un accès humanitaire sûr, complet et sans entraves, et ensuite, sur le caractère incontournable de la solution politique négociée, seule issue à la crise d'Hodeida et plus largement au conflit au Yémen.

1. Tout d'abord, le contexte reste très fragile à Hodeida et le regain récent de violences est inquiétant. Nous sommes extrêmement préoccupés par la double attaque aujourd'hui, proche de l'hôpital central de Hodeida, qui a causé de nombreuses victimes parmi les civils.

Nous réitérons la priorité attachée par la France à la protection du personnel et à la protection des établissements médicaux comme cela été rappelé dans la déclaration politique du 30 octobre 2017. Nous souhaitons que toute la lumière soit faite sur les circonstances de cette attaque.

Nous appelons à nouveau l'ensemble des parties à pleinement respecter le droit international humanitaire, en premier lieu les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution.

Ceci est indispensable afin d'éviter que la population civile, qui souffre déjà de la pire crise humanitaire contemporaine, ne devienne la première victime des affrontements. À Hodeida, nombreux sont ceux qui ont fui les combats, avec près de 121.000 déplacés selon les chiffres de l'OIM et de OCHA. Il est absolument essentiel que ces déplacés puissent franchir les lignes de front en toute sécurité et qu'ils puissent accéder sans entrave à l'assistance humanitaire. L'ensemble des ports et des aéroports, y compris les ports d'Hodeida, de Saleef et l'aéroport de Sanaa, doivent être maintenus ouverts et opérationnels. En territoire houthi, les partenaires humanitaires internationaux et locaux doivent également bénéficier d'un accès sûr aux populations qui en ont besoin. Nous réaffirmons notre attachement à la liberté de circulation dans le détroit de Bab Al Mandab, qui doit être assurée, nous condamnons à cet égard les attaques houthies qui ont visé deux tankers saoudiens le 25 juillet dernier. Nous avons pris note de l'annonce par les Houthis de la suspension temporaire de leurs activités militaires en mer Rouge, c'est un premier pas dans la bonne direction. Le niveau élevé de violences, à Hodeida et ailleurs dans le pays, risque de compromettre durablement la dynamique politique

liée aux efforts de l'envoyé spécial Martin Griffiths.

2. Deuxièmement, comme ce Conseil le répète régulièrement, il n'y a pas de solution militaire au Yémen et le processus politique reste la seule possibilité pour que le Yémen sorte d'un conflit qui n'a que trop duré.

La médiation des Nations unies joue un rôle central pour relancer les négociations de paix, et la France renouvelle notre plein et entier soutien aux efforts de l'envoyé spécial pour relancer le dialogue entre les parties en vue d'un accord sur la gestion du port d'Hodeida, en vue d'une reprise des pourparlers, en vue d'une cessation durable des hostilités et de la définition des paramètres d'une solution politique. Nous appelons donc une nouvelle fois les parties à s'engager de bonne foi à ses côtés en vue d'un accord politique global et inclusif, notamment à l'approche de la conférence de Genève à laquelle il est essentiel que toutes les parties prennent part. Nous encourageons également les partenaires régionaux du Yémen à appuyer de manière constructive ce processus. L'objectif de ce Conseil doit être de garantir une cessation des hostilités et de maintenir la pression sur les parties en ce sens, afin d'encourager les dynamiques lancées par l'envoyé spécial.

Je vous remercie./.